

Questions orales

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme c'est toujours le cas avec les rapports de la Commission mixte internationale, le gouvernement a naturellement pris très au sérieux les remarques de la Commission selon laquelle la Commission hydro-électrique de la Saskatchewan n'avait pas communiqué tous les renseignements nécessaires à l'époque ou du moins tardait à le faire. J'ai depuis lors été avisé que des renseignements supplémentaires avaient été fournis à la Commission. Ceux-ci naturellement seront étudiés par la Commission mixte internationale et nous déterminerons alors le type de démarches que nous devons effectuer auprès des États-Unis à la lumière des nouvelles recommandations émanant de la Commission mixte internationale.

LE PROJET DE DÉRIVATION GARRISON

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question supplémentaire sur un sujet connexe, le projet de dérivation Garrison. La position du gouvernement est-elle que...

M. l'Orateur: A l'ordre. Si vous me permettez, je vous ferais remarquer qu'il ne s'agit pas là d'une question supplémentaire.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES MESURES GOUVERNEMENTALES ENVISAGÉES POUR ÉVITER
LES LICENCIEMENTS CHEZ LES MÉTALLURGISTES—LE
STOCKAGE DE NICKEL

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail, mais je suppose qu'il est parti essayer de persuader Harold Ballard de sauver les Tiger-Cats de Hamilton. Je la poserai donc au premier ministre. Étant donné que, le 18 décembre, les Métallurgistes unis d'Amérique ont proposé au ministre du Travail de stocker temporairement le nickel, dans un mémoire que le ministre devait communiquer au cabinet afin qu'il rende une décision, que des milliers de travailleurs de l'industrie du nickel vont être mis à pied dans cinq jours, soit lundi prochain, et comme le ministre n'a même pas répondu à la proposition des métallurgistes, le premier ministre peut-il nous dire, vu que son cabinet s'est abstenu de répondre à la demande des Métallurgistes unis, s'il va oui ou non donner suite à leurs propositions?

[Français]

M. Jacques Olivier (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Monsieur le président, je voudrais tout d'abord dire que le ministre du Travail est actuellement à Vancouver, mais il n'est pas à cet endroit pour sauver la peau des Tiger-Cats mais pour essayer d'aider les travailleurs du Canada. Au sujet de la question que le député pose il y a une discussion en cours actuellement mais aucune décision n'a encore été prise.

[M. Goodale.]

[Traduction]

LA QUESTION D'UNE ÉTUDE PAR LE MINISTRE DES MINES DES
COÛTS ET DES BÉNÉFICES DU STOCKAGE

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, c'est de plus en plus bizarre. Ma question suivante s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme la dernière fois que j'ai parlé au président de la compagnie Falconbridge Nickel Mines il m'a dit que la dernière fois qu'on lui a parlé du stockage de nickel c'était lors d'un bref appel téléphonique où on lui a posé fort peu de questions et qu'en dépit des dépenses que causerait un programme de stockage temporaire on épargnerait beaucoup d'argent dans des domaines comme l'assurance-chômage, la mobilité et le recyclage de la main-d'œuvre ainsi que les coûts sociaux du chômage dans le cadre du régime d'assistance sociale du Canada, le ministre veut-il nous dire si son gouvernement a entrepris une analyse détaillée des coûts et bénéfices que comporterait le stockage du nickel et, dans l'affirmative, le ministre va-t-il déposer cette étude à la Chambre?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit, le ministre et moi-même avons rencontré les dirigeants des deux entreprises, INCO et Falconbridge, pour étudier la question de savoir si un système de stockage aiderait effectivement cette industrie. Il est très clairement ressorti de ces discussions et de cette étude que cela aggraverait les problèmes de l'industrie, qu'il y a un surplus important de stocks de nickel au Canada et ailleurs dans le monde et qu'en ajoutant à ce surplus nous ne ferions que retarder la période d'ajustement et ainsi garder plus de gens en chômage pendant plus longtemps qu'il ne serait autrement nécessaire.

* * *

L'INDUSTRIE

DEMANDE D'IMPLANTATION DANS LA RÉGION DE SUDBURY
D'UNE USINE DE PIÈCES D'AUTOMOBILE

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, comme je savais qu'il était absolument inutile de poser cette question au ministre, je poserai maintenant une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme 2,800 travailleurs seront mis à pied lundi prochain dans la région de Sudbury et que cela causera des torts énormes à la localité, et comme le ministre a dit à la Chambre le 2 février et répété aujourd'hui qu'il est en train de négocier avec les trois compagnies d'automobiles l'implantation de trois usines de pièces au Canada, le ministre dira-t-il à la Chambre s'il a proposé aux manufacturiers en question d'implanter une de ces usines dans la région de Sudbury, et, s'il ne l'a pas fait, entreprendra-t-il de le faire, en s'assurant qu'ils sont au courant des avantages offerts par le programme d'aide du ministre de l'Expansion économique régionale et des autres stimulants qui existent?